

Société de Commissaires aux Comptes

FORT ET ASSOCIES

32 Rue de la République – 62000 ARRAS

Société par Actions Simplifiée
de Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Douai

ASSOCIATION DIOCESAINE DE MEAUX

7 rue Notre Dame

77100 MEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE AU 31 DECEMBRE 2024

FORT Pierre-Emmanuel

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

I.E.S.E.G.

D.E.S.S. de Gestion Comptable et Financière –PARIS II

Maîtrise es-sciences économiques – PARIS II

FORT François-Xavier

Expert Comptable Diplômé

Commissaire aux comptes inscrit

D.U. Droit de l'Entreprise – PARIS II

ASSOCIATION DIOCESAINE DE MEAUX
7 Rue Notre Dame
77 100 MEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Monseigneur,
Pères,
Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de Meaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Ainsi, nous portons à votre connaissance, la note 2 de l'annexe « Informations au titre des principes et méthodes comptables » qui précisent les dispositions du plan comptable général appliquées pour l'établissement des présents comptes annuels notamment par rapport :

- Au traitement comptable des legs ;
- Au traitement comptable des subventions d'investissements
- Au traitement comptable des fonds dédiés
- Et, aux règles appliquées pour la comptabilisation des immobilisations et des amortissements.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Par ailleurs, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant notamment :

- L'évaluation des engagements hors bilan notamment ceux liés aux prêtres aînés,
- L'évaluation des provisions pour risques et charges,
- L'évaluation des fonds dédiés,
- Le traitement comptable des immobilisations corporelles et financières et des flux attachés à ces postes,
- Le traitement comptable des legs,
- Ainsi que la valorisation des titres en portefeuille.

Une attention particulière a été portée aux procédures mises en œuvre pour identifier les avantages et ressources en provenance de l'étranger.

De plus, en complément des diligences mises en œuvre pour nous assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de Meaux dans les pôles, nous nous sommes assurés de la qualité des documents comptables communiqués par les pôles et des contrôles mis en œuvre par les services internes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Outre la mention communiquée dans notre paragraphe d'observation, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par votre Président et votre trésorier en collaboration avec votre Econome Diocésain et dans les autres documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Evêque en collaboration avec votre Trésorier et votre Econome Diocésain.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

3

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ARRAS, le 11 juin 2025

L'un des Associés

Pierre-Emmanuel FORT

SAS FORT ET ASSOCIES

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie

Régionale de DOUAI

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	102 136	76 211	25 925	42 663
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	5 392 812		5 392 812	5 397 047
	Constructions	40 787 573	25 703 305	15 084 268	15 566 884
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 228 358	996 766	231 592	254 204
	Autres immobilisations corporelles	3 662 309	1 925 397	1 736 911	1 637 477
	Immobilisations corporelles en cours	4 797 296		4 797 296	3 423 944
	Avances et acomptes				22 742
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES	650 596		650 596	750 000
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	56 939		56 939	56 939
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	79		79	79
	Prêts	642 950		642 950	643 450
	Autres immobilisations financières	2 616		2 616	2 616
TOTAL (I)		57 323 663	28 701 679	28 621 984	27 798 045
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	154 456		154 456	114 749
	Créances reçues par legs ou donations	14 233		14 233	39 696
	Autres créances	4 125 468	41 909	4 083 559	3 834 276
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 174 370	983	4 173 387	4 837 768
	DISPONIBILITES	13 537 142		13 537 142	10 081 557
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	61 332		61 332	71 676
	TOTAL (II)	22 067 001	42 892	22 024 108	18 979 720
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		79 390 664	28 744 572	50 646 093	46 777 766
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				612 412	612 912
(3) dont à plus d'un an				1 534 782	1 584 782

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	5 999 257	5 999 257
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	400 000	400 000
	Ecart de réévaluation	7 509 804	7 509 804
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 757 183	1 757 183
	Réserves pour projet de l'entité	2 546 740	2 546 740
	Autres	8 473 927	8 473 927
	Report à nouveau	11 815 612	9 726 154
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 920 530	2 089 458
	Total des fonds propres (situation nette)	40 423 054	38 502 523
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	40 423 054	38 502 523
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	603 558	766 774
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public	4 118 643	2 759 573
	Total des fonds reportés et dédiés	4 722 200	3 526 347
Provisions	Provisions pour risques	1 438 008	1 438 008
	Provisions pour charges	224 614	222 198
	Total des provisions	1 662 622	1 660 206
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	574 516	277 237
	Emprunts et dettes financières divers		1
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	167 631	353 678
	Dettes des legs ou donations	61 271	14 807
	Dettes fiscales et sociales	530 970	501 031
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 000	16 777
	Autres dettes	2 431 086	1 884 732
	Produits constatés d'avance	52 744	40 426
	Total des dettes	3 838 217	3 088 690
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	50 646 093	46 777 766
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		1 920 530,33	2 089 458,23
(1) Dont à moins d'un an		3 651 475	2 856 663
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		342 488	331

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	7 968	4 725
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	41 420	43 271
	dont ventes de dons en nature	1 475	7 940
	Ventes de prestations de service	1 909 464	1 848 018
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	8 521	30 328
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	8 783 625	6 120 931
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	960 651	611 351
	Contributions financières	782 271	1 730 056
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	505 990	350 150
	Utilisations des fonds dédiés	1 895 044	1 955 006
	Autres produits	1 828 423	1 804 925
Total des produits d'exploitation		16 723 378	14 498 762
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises	98 350	108 342
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	198 944	184 423
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	4 901 872	4 469 312
	Aides financières	135 659	132 902
	Impôts, taxes et versements assimilés	399 825	374 176
	Salaires et traitements	3 943 239	3 832 805
	Charges sociales	534 029	491 636
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 530 926	1 607 508
	Dotation aux provisions	2 416	
	Reports en fonds dédiés	3 254 114	1 729 540
	Autres charges	2 006	1 000
Total des charges d'exploitation		15 001 381	12 931 645
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 721 996	1 567 116

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		1 721 996	1 567 116
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	317 962	157 370
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	3 748	145 995
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	93 918	100 079
Total des produits financiers		415 629	403 444
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	983	
	Intérêts et charges assimilées	1 920	3 482
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 400	65 236
Total des charges financières		8 304	68 717
RESULTAT FINANCIER		407 325	334 727
RESULTAT COURANT avant impôts		2 129 321	1 901 844
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		102 549
	Sur opérations en capital	112 200	116 230
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		119 421
Total des produits exceptionnels		112 200	338 200
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	155 220	54 804
	Sur opérations en capital	41 617	862
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		196 837	55 666
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(84 637)	282 534
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		124 154	94 919
TOTAL DES PRODUITS		17 251 206	15 240 406
TOTAL DES CHARGES		15 330 676	13 150 947
EXCEDENT ou DEFICIT		1 920 530	2 089 458
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Etats financiers au 31/12/2024

A N N E X E



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1- INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire.

L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat. L'annexe comporte toutes informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

1.1- Présentation de l'Association

L'Association Diocésaine de Meaux a été créée le 12 Octobre 1925, et publiée au « journal officiel » du 29 Octobre 1925.

L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique sous l'autorité de l'Evêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise catholique.

Les comptes présentés comprennent les entités de l'Association Diocésaine de Meaux disposant d'une comptabilité autonome et d'au moins un compte de trésorerie placé sous l'autorité d'un responsable.

L'Association Diocésaine est constituée de :

- La Curie intégrant 3 services diocésains sans comptabilité autonome, ni compte de trésorerie,
- 20 Pôles actifs intégrant 71 secteurs paroissiaux.

1.2- Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

2- INFORMATIONS AU TITRE DES PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1- Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de commerce, du plan comptable général, du règlement ANC n° 2018-06 du 5 Décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes de droit privé à but non lucratif, et selon les recommandations comptables de la conférence des Evêques de France notamment pour le traitement des honoraires de messes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Le bilan de l'exercice présente un total de **50 646 093** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **17 251 206** euros et un total **charges** de **15 330 676** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **1 920 530** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**. Il a une durée de **12** mois.

Le périmètre de consolidation est constitué de l'Association diocésaine « Curie » et de l'ensemble des paroisses et services.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 11/06/2025 par votre Evêque et votre Trésorier en collaboration avec votre Econome Diocésain.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires confortant le respect des principes de la République, il a été établi un état des avantages et ressources en provenance de l'étranger en fonction des éléments portés à notre connaissance.

Legs et successions

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

S'il s'agit d'un legs universel, sans héritiers réservataires, la date de comptabilisation sera en général la date d'acceptation du legs par organe habilité de l'entité. Pour les autres formes de legs (legs à titre universel ou legs particulier), la date retenue sera la date de demande de délivrance en justice ou la délivrance volontaire.

Les biens reçus ayant la nature de contrat d'assurance-vie sont comptabilisés à la date de réception des fonds.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou donations sont comptabilisés :


- dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- dans des comptes d'actif par nature pour les biens destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens qui sont destinés à être cédés.

A la date d'acceptation, les passifs provenant des legs ou donations sont constitués :

- des dettes grevant les biens transférés au bénéficiaire de la donation ;
- de toutes les obligations résultant des stipulations du testateur ou du donateur que l'entité s'engage à assumer en conséquence de l'acceptation du legs ou de la donation. Les dettes sont comptabilisées dans le compte « Dettes des legs ou donations ».

L'engagement pris par l'entité au titre des obligations stipulées par le testateur ou le donateur fait l'objet d'une provision comptabilisée dans le compte « provision pour charges sur legs ou donations ».

La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et des provisions provenant de legs ou donations est :

- en fonds propres sans droit de reprise lorsqu'il existe une stipulation du testateur ou du donateur de renforcer les fonds propres de l'entité ;
 - en produits dans le cas contraire.
- 

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Lors de la réception des fonds ou du transfert des titres, les legs ou donations portant sur des espèces, des actifs bancaires, des actifs financiers cotés ou des parts ou actions d'OPCVM et assimilés sont comptabilisés dans un compte d'actif selon la nature des biens. Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La partie des ressources constatées en produits d'exploitation au cours de l'exercice, qui n'est pas encore encaissée à la clôture de l'exercice, est comptabilisée dans une rubrique du passif dénommée « Fonds reportés liés aux legs ou donations » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds reportés ».

Ne sont pas concernés, les ressources dont la contrepartie est un bien reçu par legs ou donation déjà comptabilisée en immobilisation par nature à la date d'acceptation.

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits au compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes « Autres charges sur legs ou donations » et « Autres produits sur legs ou donations ».

Détail de la ligne "Legs, donations et assurance vies" du compte de résultat pour 960.651 € :

- VNC Vente Immo reçues en Legs	- 950.000 €
- Dotation Fonds reportés sur Legs	- 596.208 €
- Produits cession actifs issus de Legs	700.000 €
- Reprise Fonds reportés sur Legs	759.424 €
- Assurances vies reçues	305.866 €
- Legs et donations reçues	741.569 €

Provision pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont déterminées en application du règlement CRC 00-06. De ce fait, seuls les risques identifiés et rendus probables par un événement en cours à la clôture sont provisionnés.

Concernant les événements postérieurs à la date de clôture de l'exercice, il sera fait application de l'avis CNC 2018/08.

Subventions d'investissements

Conformément au règlement ANC n° 2018-06, l'Association a opté pour inscrire les subventions d'investissement affectées à un projet défini en fonds propres. Ces fonds sont repris au compte de résultat de façon échelonnée, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources affectées par les tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les ressources revues peuvent financer un projet défini ayant soit la nature de charges d'exploitation, soit la nature d'un investissement. Lorsqu'il s'agit d'une immobilisation amortissable, l'Association a opté pour ne pas utiliser la possibilité de rapporter en produits les fonds dédiés sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement de l'immobilisation. En d'autres termes, pour une immobilisation amortissable, l'entité continue de passer la reprise du Fonds dédié en une fois lors de l'acquisition du bien, et non au fil de l'amortissement du bien.

Contribution volontaire en nature

Selon les dispositions de l'article 211-2 du nouveau règlement 2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées si les deux conditions suivantes sont remplies :

- la nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels dans la compréhension de l'activité de l'entité,
- l'entité est en mesure de recenser et valoriser les contributions volontaires en nature.

Au cas particulier, l'entité considère que les missions bénévoles réalisées en Eglise résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes.

En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes ne sont pas compatibles avec ce statut.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Les oeuvres d'art sont valorisées et comptabilisées au 31/12/2024 pour un montant de 635.982 € non amortissable sur la base d'un inventaire réalisé en 2008.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Nature de l'investissement	Durée d'amortissement
Construction	30 ans
Gros œuvres	40 ans
Electricité Plomberie	20 ans
Agencements	15 ans
Peinture	10 ans
Matériel et Outillage	3 à 5 ans
Matériel de transport	1 à 4 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans

Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés de la société Avenir Catholique représentant 100% de la participation au capital s'élèvent à 55.938 €. Dans la mesure où ils correspondent majoritairement à des sommes versées dans le cadre de fondations pieuses, cette participation n'a pas été mentionnée dans le tableau des filiales et participations.

Les autres titres immobilisés concernent :

- SCI MACIET représentant 1% de la participation au capital pour 1.000 €.
- SCI SAINTE BATHILDE représentant 1% de la participation au capital pour 1 €.

Compte tenu de ces faibles participations au capital, ces derniers ne sont pas mentionnés dans le tableau des filiales et participations.

Créances immobilisées

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Stocks et en cours

Les fournitures liées au culte sont des consommables ne faisant pas l'objet d'un inventaire.

Cette décision est motivée par le fait qu'elles sont mises à la disposition des fidèles sans contrôle.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

En application des conventions de gestion de trésorerie, les comptes bancaires débiteurs et créditeurs avec le Crédit Agricole ont été compensés et unifiés au 31/12/2024. Le solde bancaire compilé Crédit Agricole s'élève à 12.253.549 € au 31/12/2024 contre 8.625.551 € au 31/12/2023.

Valeurs mobilières de placement


Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Les moins values latentes sur obligations ne sont pas provisionnées.

2.2- Changement de présentation

Néant sur l'exercice.



Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Honoraires du Commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du Commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élève à 19.180 €.

Engagements pour indemnité de fin de carrière des salariés

L'Association comptabilise une provision pour risque relative à l'engagement pour indemnité de fin de carrière intégrant les paramètres de calcul suivants :

- Taux de charges sociales patronales : 36 %
- Taux d'actualisation : 3,10 %
- Turnover très faible
- Table de mortalité : INSEE 2016-2018
- Age de départ en retraite : 64 ans
- Méthode rétrospective . Départ à l'initiative du salarié.

Montant de la provision constatée au 31/12/2024 :	222.782 €
Montant de la provision constatée au 31/12/2023 :	220.366 €
Dotation de l'année comptabilisée en charges :	2.416 €

Information complémentaire

L'analyse du risque effectuée sur l'assignation aux fins d'annulation d'un acte juridique justifie la provision pour risque inhérente constituée pour 1.377.000 €.

La provision sur un sinistre causé par un locataire, et dont la prise en charge par la Compagnie d'assurance est incertaine, a été ajustée au 31/12/2024 à 61.008 € sur la base des quantum définis par l'Expert.

Ces litiges ne portent pas atteinte à la continuité d'exploitation de l'Association.

Les avances versées au fonds SELAM comptabilisées pour 200.000 € au 31/12/2024 ont fait l'objet d'une provision en charges exceptionnelles à payer pour 150.000 € au titre de l'exercice 2024.

Evènement postérieur à la clôture

Néant.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	98 962		3 174			102 136
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	98 962		3 174			102 136
CORPORELLES	Terrains	5 397 047				4 235	5 392 812
	Constructions sur sol propre	28 771 970		324 659		42 845	29 053 784
	sur sol d'autrui	56 962					56 962
	instal. agencet aménagement	11 185 560		491 267			11 676 827
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 183 222		45 136			1 228 358
	Instal., agencement, aménagement divers	1 869 139		84 684			1 953 823
	Matériel de transport	150 043		20 000		21 200	148 843
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	758 351		165 888		8 621	915 618
	Emballages récupérables et divers	637 598		6 426			644 024
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours	3 423 944		1 373 352			4 797 296
	Avances et acomptes	22 742				22 742	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		53 456 577		2 511 413		99 643	55 868 347
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						299 404	650 596
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	56 939					56 939
	Autres titres immobilisés	79					79
	Prêts et autres immobilisations financières	646 066				500	645 566
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	703 084				500	702 584
TOTAL		55 208 624		2 514 587		399 547	57 323 663

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	56 298	19 913		76 211
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	56 298	19 913		76 211
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	17 232 107	737 998	5 934	17 964 172
	sur sol d'autrui	34 075	9 848		43 923
	instal. agencement aménagement	7 181 426	513 785		7 695 210
	Instal technique, matériel outillage industriels	929 018	67 748		996 766
	Autres instal., agencement, aménagement divers	986 241	111 990		1 098 231
	Matériel de transport	130 175	13 860	21 200	122 835
	Matériel de bureau, mobilier	661 238	51 243	8 150	704 331
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 154 280	1 506 472	35 284	28 625 468
TOTAL		27 210 578	1 526 385	35 284	28 701 679

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	1 438 008			1 438 008
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	220 366	2 416		222 782
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	1 832			1 832
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	1 660 206	2 416		1 662 622
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	200 000		200 000	
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	41 115	5 525	3 748	42 892
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	241 115	5 525	203 748	42 892
TOTAL GENERAL		1 901 321	7 941	203 748	1 705 514
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			6 957 983	200 000 3 748	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	5 999 257				5 999 257
Fonds propres avec droit de reprise	400 000				400 000
Ecart de réévaluation	7 509 804				7 509 804
Réserves statutaires ou contractuelles	1 757 183				1 757 183
Réserves	2 546 740				2 546 740
Autres réserves	8 473 927				8 473 927
Report à nouveau	9 726 154	2 089 458			11 815 612
Excédent ou déficit de l'exercice	2 089 458	(2 089 458)	1 920 530		1 920 530
Situation nette	38 502 523		1 920 530		40 423 054
Droits des propriétaires					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	38 502 523		1 920 530		40 423 054

ETAT DES FONDS DEDIES

FONDS DEDIES	Fonds dédiés 31/12/2023	Reports	Utilisations	Transferts	31/12/2024	
					Global	Dont sans dépense au cours des 2 derniers exercices
AUMONERIE DES PRISONS	50 486	-	19 769	-	30 717	-
ORLY SUR MORIN	1 398	-	-	-	1 398	1 398
CHAUMES EN BRIE	10 931	-	-	-	10 931	10 931
CHELLES STE BATHILDE	353 689	1 093 605	1 173 090	-	274 204	-
ST COLOMBAN VAL D'EUROPE	1 235 173	1 462 697	364 699	-	2 333 171	-
REF. EGLISE MONTIGNY	103 620	-	-	-	103 620	103 620
EGLISE ST JEAN BOSCO	59 925	-	-	-	59 925	-
ABBAYE FAREMOUTIERS	85 127	-	-	-	85 127	85 127
ENT. EGLISE MAY EN MULTIEN	3 738	-	-	-	3 738	3 738
REST EGLISE ST MARD	19 475	-	-	-	19 475	19 475
MOULIN DES REMPARTS	18 646	-	-	-	18 646	18 646
MEAUX BIBLIOTHEQUE	357 506	-	-	-	357 506	357 506
SEMINARISTES	74 357	-	-	-	74 357	74 357
EGLISE COURCHAMP	1 525	-	-	-	1 525	1 525
PROVINS CENTRE PAROISSIAL	-	7 900	-	-	7 900	-
LA FERTE SOUS JOUARRE CHAISES	1 308	-	-	-	1 308	-
MONTEREAU PORTE BOSSU	197 747	-	197 747	-	-	-
ST FARGEAU CENTRE PAROISSIAL	-	14 255	14 255	-	-	-
CHAILLY SEPULTURE	1 059	-	-	-	1 059	1 059
FONTAINEBLEAU EGLISE ST LOUIS	157 202	-	-	-	157 202	157 202
LAGNY CITE PAROISSIALE	15 578	52 538	20 957	-	47 159	-
LAGNY CITE PAROISSIALE CHANT CARDINAL	-	400 000	-	-	400 000	-
SURVILLE NOTRE DAME DES NATIONS	-	151 673	34 182	-	117 491	-
BOURRON MARLOTTE SOURCES VIVES	-	1 601	1 601	-	-	-
GRISY TOITURE NOTRE DAME DES ROSES	6 000	-	-	-	6 000	-
SOLERS SALLE PAROISSIALE	350	1 100	-	-	1 450	-
MEAUX SALLE ST NICOLAS	-	5 698	5 698	-	-	-
BUSSY ND CENTRE PAROISSIAL	-	54 696	54 696	-	-	-
MITRY MISE AUX NORMES	-	8 350	8 350	-	-	-
PRESBYTERE CHAMPAGNE SUR SEINE	4 733	-	-	-	4 733	4 733
TOTAL	2 759 573	3 254 113	1 895 044	-	4 118 642	839 317

Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros	Fonds reportés clôture 31/12/2023	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs ou donations FONDS REPORTES	766 774	596 208	759 424	603 558
TOTAL	766 774	596 208	759 424	603 558

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	642 950	609 796	33 154
	Autres immobilisations financières	2 616	2 616	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	154 456	154 456	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	41 715	41 715	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	806	806	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées	148 512	148 512	
	Créances reçues par legs ou donations	14 233	14 233	
	Débiteurs divers	3 934 436	2 399 654	1 534 782
	Charges constatées d'avance	61 332	61 332	
TOTAL DES CREANCES		5 001 055	3 433 119	1 567 936
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice		500		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine	342 488	342 488		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	232 028	45 286	136 405	50 337
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	167 631	167 631		
	Dettes des legs ou donations	61 271	61 271		
	Personnel et comptes rattachés	112 427	112 427		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	272 491	272 491		
	Impôts sur les bénéfices	124 155	124 155		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	21 898	21 898		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 000	20 000		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2 431 086	2 431 086		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	52 744	52 744		
TOTAL DES DETTES		3 838 217	3 651 475	136 405	50 337
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		44 878			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			61 332
Curie	01/01/2025 31/12/2025	21 507	
Paroisses	01/01/2025 31/12/2025	39 825	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			61 332

Produits constatés d'avance

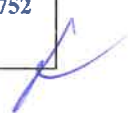
Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				52 744
Curie	01/01/2025 31/12/2025		23 936	
Divers Paroisses	01/01/2025 31/12/2025		28 808	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				52 744

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		638 824
Dettes fiscales et sociales		151 071
PROV. CONGES PAYES	107 262	
PROV CHARGES CONGES PAYES	43 026	
INDEMNITES CPAM IJJ	535	
MUTUELLE ST MARTIN P. LACOEUIL	248	
Autres dettes		487 752
CHARGES A PAYER	487 752	



Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		2 213 741
Autres créances		2 213 741
MUTUELLE AREAS PRETRES	806	
PRODUITS A RECEVOIR	412 935	
PRODUITS A RECEVOIR BUSSY ND V	400 000	
PRODUIT A RECEVOIR STE BATHILD	900 000	
PRODUIT A RECEVOIR ST COLOMBAN	500 000	

Evaluation d'éléments d'Actif

Etat exprimé en euros				31/12/2024	Au Bilan	Prix marché
Valeurs mobilières de placement	Approvisionnements et marchandises					
	Valeurs mobilières de placement	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT QUILVEST		696 267		753 292
		VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT PICTET		2 575 681		2 849 548

**ETAT SEPRE DES AVANTAGES ET DES
RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER
POUR L'EXERCICE 2024**

(€)

ETAT DU CONTRIBUTEUR	MONTANT TOTAL DES AVANTAGES ET DES RESSOURCES
VATICAN	184 760
SUISSE	1 310
LUXEMBOURG	565
PAYS BAS	720
ANGLETERRE	180
Portugal	50
Allemagne	200
Italie	600
MONACO	15 000
BELGIQUE	40
SLOVAQUIE	1
TOTAL	203 426

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger est mise à disposition du public au siège de l'Association Diocesaine situé à MEAUX (77100) - 7 rue Notre Dame.

Engagements financiers

Etat exprimé en euros		31/12/2024	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus				
Avals, cautions et garanties				
Emprunt SG nominal 350 K€ - Inscription Privilège de Deniers.				
Engagements de crédit-bail				
Engagements en pensions, retraite et assimilés				
Engagements de retraite des Prêtres aînés			3 441 943	
			3 441 943	
Autres engagements				
COMMODATS - BAUX : Cf liste.				
Engagements pour les travaux d'accueil des handicapés				36 200
Acte d'engagement construction centre Ecclésial Ste Bathilde				9 540 000
Acte d'engagement construction centre Ecclésial St Colomban				9 423 600
				18 999 800
Total des engagements financiers (1)			3 441 943	18 999 800
(1) Dont concernant :				
Les dirigeants				
Les filiales				
Les participations				
Les autres entreprises liées				

Ne sont pas repris les immeubles propriétés de l'AIMS donnés en commodat ou par toute autre convention à l'ADM.



Annexe libre

Etat exprimé en euros

DETAIL ENGAGEMENTS DONNES : COMMODATS/BAUX.

- Comodat signé le 07/12/2015 au profit de l'association LA MAISON DE TOM POUCE pour la mise à disposition gratuite des locaux situés rue Cotasson à EVRY-GREGY.
- Comodat signé le 16/03/2016 au profit du fonds de dotation LA MAISON DE MAGDALEINA pour la mise à disposition gratuite des locaux situés rue G.Villette à ECUELLES.
- Comodat signé en Septembre 2009 au profit de l'AIMS pour la mise à disposition gratuite des locaux situés rue J. Jaures à LISY SUR OURCQ.
- Bail à construction signé le 08/12/2011 au profit de l'OGECE de l'école du SACRE COEUR pour un terrain situé rue Paul Quesvers à MONTEREAU.
- Bail emphytéotique signé le 20/12/2018 pour une durée de 30 ans avec la commune de Saint Cyr Sur Morin pour les locaux du presbytère.
- Bail emphytéotique signé le 05/08/2021 pour une durée de 20 ans avec Monsieur VALLEE pour les locaux de l'ancien presbytère de JOUARRE.
- Bail emphytéotique signé le 21/07/2022 pour une durée de 20 ans avec la SCI MACIET pour un appartement situé à MEAUX.

DETAIL ENGAGEMENTS RECUS : COMMODATS/BAUX.

- Bail de réhabilitation signé le 24/01/2007 par l'association SOS SOLIDARITE PONTAULT- COMBAULT pour des locaux situés Place du Général Leclerc à PONTAULT- CONBAULT.
 - Bail de réhabilitation signé le 23/09/2015 par la société FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME pour des locaux rue de l'Eglise à BOISSY LE CHATEL.
 - Bail à construction signé le 20/06/2024 pour une durée de 60 ans avec la SCI STE BATHILDE pour un immeuble situé à CHELLES.
- 